

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**COMPAGNIE DU MONT-BLANC**

Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 6.885.554,16 euros  
Siège social : 35 Place de la Mer de Glace  
74400 CHAMONIX  
RCS ANNECY B 605 520 584

**AVIS DE RÉUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION**

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués en assemblée générale mixte le **Vendredi 21 novembre 2025 à 10 H 30, à Chamonix (74400), allée du Majestic, « Le Majestic »** (Salle Michel PAYOT) à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**A. Ordre du jour de nature ORDINAIRE**

- Rapport de gestion du Conseil d'administration ;
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 mai 2025 ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mai 2025 et quitus aux administrateurs ;
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mai 2025 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mai 2025 ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 et suivants du Code de commerce ;
- Approbation de ces conventions ;
- Affectation du résultat ;
- Fixation des jetons de présence ;
- Renouvellement de l'autorisation d'acquérir des actions propres ;
- Rapport du conseil d'administration sur la réduction de capital par l'annulation éventuelle d'actions propres auto-détenues ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

**B. Ordre du jour de nature EXTRAORDINAIRE**

- Autorisation de réduction de capital par voie d'annulation des actions auto-détenues
- Rapport des Commissaires aux comptes sur la réduction de capital par l'annulation éventuelle d'actions propres auto-détenues
- Questions diverses ;
- Pouvoir en vue des formalités

**I. Résolutions de nature ordinaire****1<sup>ère</sup> résolution ordinaire – APPROBATION DES COMPTES ANNUELS**

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mai 2025 lesquels font apparaître un bénéfice de **15 221 798,56 euros**. Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

L'assemblée générale approuve également les dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 223 quater du Code général des impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 62 689,26 euros correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement (article 39-4 du CGI).

**2<sup>ème</sup> résolution ordinaire – AFFECTATION DU RÉSULTAT**

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 15 221 798,56 euros de la manière suivante :

<b>Report à nouveau antérieur résolution de l'ag 2024 Dividendes 2024 non versés sur actions auto-détenues</b>	<b>118 123 570,48 € + 28 792,00 €</b>
Report à nouveau créateur au 31 mai 2025	118 152 362,48 €
Résultat bénéficiaire de l'exercice 2025	15 221 798,56 €
Soit un bénéfice distribuable de	133 374 161,04 €
AFFECTATION Dividendes (soit un dividende unitaire de 8,50 € pour 902 628 actions)	-7 672 338,00 €
Le solde au Report à nouveau	125 701 823,04 €

Montant – Mise en paiement – Régime fiscal du dividende  
Le dividende unitaire est de 8,50 € par action.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 12 décembre 2025

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le montant du dividende proposé et qui est prélevé est éligible à l'abattement bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'article 158-3 2o du Code général des impôts, soit un dividende par action éligible à l'abattement de 8,50 €

Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les sommes distribuées au titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende
2021-2022	5,00€
2022-2023	6,50€
2023-2024	8,00€

**3<sup>ème</sup> résolution ordinaire : APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES**

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes, sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 mai 2025 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du Groupe inclus dans le rapport de gestion.

**4<sup>ème</sup> résolution ordinaire : APPROBATION DES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes, sur les conventions relevant de l'article L. 225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

**5<sup>ème</sup> résolution ordinaire : ATTRIBUTION DE JETONS DE PRESENCE**

L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence à répartir entre les administrateurs pour l'exercice en cours à 39 000,00 euros.

**6<sup>ème</sup> résolution ordinaire : AUTORISATION DONNEE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR UNE DUREE DE 24 MOIS A L'EFFET DE FAIRE RACHETER PAR LA SOCIETE SES PROPRES ACTIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-208 DU CODE DE COMMERCE**

Conformément aux dispositions des articles L.225-208 et suivants du code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des AGO, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, autorise celui-ci, avec la faculté de subdélégation dans les limites légales, à faire acheter par la société ses propres actions.

Le principal objectif est d'attribuer des actions aux salariés et mandataires sociaux de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de l'intéressement, de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et des versements volontaires au Plan d'Epargne d'Entreprise, ainsi que dans le cadre du Plan d'actions de performance autorisé lors de l'Assemblée Générale Mixte du 22 novembre 2024.

L'achat des actions ainsi que la conservation, la cession ou le transfert des actions ainsi achetées pourront, selon le cas, être effectués, en une ou plusieurs fois, à tout moment dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'acquisition d'actions de la société ne doit pas avoir pour effet de baisser les capitaux propres à un montant inférieur à celui du capital augmenté des réserves non distribuables.

Les actions acquises par la société doivent être mises sous la forme nominative dès leur acquisition.

Dans ces conditions, le Conseil d'Administration est autorisé par l'Assemblée à faire racheter par Compagnie du Mont-Blanc SA ses propres actions dans la limite de 3 % du capital et de manière raisonnée en rapport avec les demandes de titres des salariés, sans toutefois dépasser à aucun moment sur la période de délégation une valeur de portefeuille d'actions propres de 3 000 000,00€.

Les actions qui ne trouveraient cependant pas preneur dans un délai d'un an seront annulées par le Conseil d'Administration en vertu de la résolution de nature extraordinaire proposée à cette même assemblée générale mixte (cf. première résolution extraordinaire supra).

L'assemblée générale fixe à 24 mois à compter de la présente assemblée la durée de cette autorisation qui s'annulera pour la période non écoulée à compter de la date de mise en œuvre par le Conseil d'Administration.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de délégation dans les limites légales, pour passer tous ordres, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités, toutes déclarations et communiqués auprès de tous organismes, des opérations effectuées en application de la présente résolution, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles seront assurées, s'il y a lieu, la préservation des droits des bénéficiaires d'actions en conformité avec les dispositions réglementaires et de manière générale faire tout ce qui est nécessaire.

Le Conseil d'Administration devra informer l'assemblée générale des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation conformément à la réglementation applicable.

**7<sup>ème</sup> résolution ordinaire : POUVOIRS**

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

## **II. résolutions de nature extraordinaire**

### **1ère résolution extraordinaire : AUTORISATION DE REDUCTION DE CAPITAL**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-208 du code de commerce, à annuler les actions propres auto-détenues :

- qui n'auraient pas trouvé acquéreurs parmi les bénéficiaires du Plan d'Epargne d'Entreprise ou qui n'auraient pas été réservées en vue de leur attribution dans le cadre de Plans d'actions de performance autorisés lors de l'Assemblée Générale Mixte du 22 novembre 2024 ou des assemblées suivantes.
- et ce, dans un délai d'un an suivant leur rachat par la Société.

La loi prévoit que ces actions peuvent être annulées en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du nombre total d'actions par période de 12 mois. Au cas particulier, cette limite se trouve de facto ramenée au pourcentage autorisé de rachat d'actions, soit 3 % du capital social ou 3 000 000,00 € au maximum de valeur de portefeuille d'actions propres (Cf. sixième résolution de nature ordinaire ci-dessus).

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente autorisation, et avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, accomplir les formalités requises pour mettre en œuvre la réduction de capital qui sera décidée conformément à la présente résolution et modifier corrélativement les statuts.

### **2<sup>ème</sup> résolution extraordinaire : POUVOIRS**

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

\*\*\*\*\*

Le droit de participer à l'assemblée est subordonné à l'inscription par les actionnaires titulaires d'actions nominatives de leurs actions dans les comptes de la Société cinq jours ouvrés au moins avant la date de l'assemblée.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent :

- soit remettre une procuration à un autre actionnaire ou à leur conjoint ;
- soit adresser à la Société une procuration sans indication de mandataire ;
- soit utiliser et faire parvenir à la Société un formulaire de vote par correspondance.

Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance pourra solliciter un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration et ses annexes :

par lettre simple auprès de la Compagnie du Mont-Blanc, Service Assemblée Générale, 35 Place de la Mer de Glace, 74400 CHAMONIX

par e-mail à l'adresse : [charlotte.demarchi@compagniedumontblanc.fr](mailto:charlotte.demarchi@compagniedumontblanc.fr)

au plus tard 6 jours avant la date de réunion de l'Assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires, complétés et signés, parvenus au siège social trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Si l'actionnaire retourne ledit formulaire aux fins de voter par correspondance, il n'aura plus la possibilité de se faire représenter (procuration) ou de participer directement à l'Assemblée.

Les documents relatifs à l'Assemblée Générale peuvent être consultés sur le site internet de la société l'adresse : <http://www.compagniedumontblanc.fr/fr/societe/espace-actionnaires/assemblees-generales>

Conformément à la loi, tous les documents qui doivent être communiqués à l'assemblée générale sont tenus dans les délais légaux à la disposition des actionnaires au siège social.

Les actionnaires ont la faculté de poser des questions écrites adressées au Président du Conseil d'administration et auxquelles il sera répondu lors de l'assemblée. Ces questions doivent être adressées :

- soit au siège social de la société par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- soit par voie de télécommunication électronique à l'adresse e-mail suivante :

[jean-luc.pallud@compagniedumontblanc.fr](mailto:jean-luc.pallud@compagniedumontblanc.fr)

au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'assemblée générale.

*Le Conseil d'Administration*  
**Mathieu DECHAVANNE – Président-Directeur général**